

3 septembre 2020

République démocratique du Congo: Menaces de mort contre le défenseur des droits humains Josué Aruna

Le 27 août 2020, le défenseur des droits humains **Josué Aruna** a reçu un appel téléphonique anonyme le menaçant, ainsi que sa famille, s'il poursuivait son travail de défense des droits humains.

[Josué Aruna](#) est un défenseur des droits humains, le président provincial de la Société Civile Environnementale et Agro-Rurale du Congo (SOCEARUCO) dans la province du Sud-Kivu et le directeur exécutif de Congo Conservation Society (Société de Conservation du Congo - CBCS). Le défenseur plaide pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles et la protection de l'environnement et des droits des communautés locales. Depuis juin 2020, le défenseur dénonce l'exploitation et le commerce illégaux du bois rouge dans la province du Sud-Kivu.

Le 27 août 2020, vers 23 heures, alors qu'il se trouvait chez lui à Bukavu, Josué Aruna a reçu un appel téléphonique d'un numéro masqué le menaçant, lui et sa famille, s'il poursuivait son travail de défense des droits humains. Cet incident n'est pas isolé. Depuis le 1er août 2020, Josué Aruna a reçu plusieurs menaces de mort par le biais d'appels provenant de numéros inconnus. Après avoir reçu un appel WhatsApp le 19 août vers 8h15 menaçant de lui faire du mal, le défenseur a déposé une plainte auprès du procureur de la république le 24 août.

Le défenseur des droits humains pense qu'il est visé pour son travail dénonçant l'exploitation et le commerce illégaux du bois rouge dans la province du Sud-Kivu. Les 29 et 30 juin 2020, Josué Aruna et l'organisation SOCEARUCO ont organisé un dialogue réunissant les parties prenantes dans la province du Sud-Kivu. A l'issue de cette discussion, des recommandations sur la gouvernance des ressources naturelles ont été formulées concernant l'exploitation et le commerce illégaux du bois rouge. Le 31 juillet 2020, suite à la dénonciation de ce commerce illégal, le ministre de l'environnement et du développement durable a écrit au gouverneur de la province du Sud-Kivu pour prendre des mesures, notamment la mise en place d'une équipe chargée de mener une enquête.

Front Line Defenders est très préoccupée par les menaces de mort proférées contre le défenseur des droits humains Josué Aruna, car Front Line Defenders pense qu'il est visé uniquement en raison de son travail pacifique et légitime en faveur des droits humains.

Front Line Defenders exhorte les autorités de la République démocratique du Congo à:

1. Condamner fermement les menaces de mort contre Josué Aruna, car Front Line Defenders pense qu'elles sont directement motivées par son travail pacifique et légitime en faveur des droits humains;
2. Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'intégrité physique et psychologique et la sécurité de Josué Aruna;
3. Mener une enquête immédiate, approfondie et impartiale sur les menaces contre le défenseur des droits humains Josué Aruna, en vue de publier les résultats et de traduire les responsables en justice, conformément aux normes internationales;

4. Garantir en toutes circonstances que tous les défenseur-ses des droits humains en République démocratique du Congo puissent mener leurs activités légitimes de défense des droits humains sans crainte de représailles et sans aucune restriction, y compris le harcèlement et les menaces.